



COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES
CEA PARIS-SACLAY
91191 GIF-SUR-YVETTE CEDEX

Affaire suivie techniquement par :
Mme Jeanne BLAZEJCZAK-BOULEGUE
CEAPSAC/DSST/SPIC/GTI
01 46 54 70 18
jeanne.blazejczak-boulegue@cea.fr

Affaire suivie commercialement par :
Mme Rahimé ASKIN
Service des Marchés et Achats
01 69 08 26 01
rahime.askin@cea.fr

**MAITRISE D'ŒUVRE POUR LA RENOVATION
PARTIELLE DU 1^{ER} ETAGE DU BATIMENT 38-1
SITUE SUR LE SITE CEA DE FONTENAY-AUX-ROSES
(92)**

Référence projet de marché n°B23-06545-RA

Les parties en rouge sont à compléter par le soumissionnaire.

Entre

le **Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives**, établissement à caractère scientifique, technique et industriel dont le siège est situé Bâtiment Le Ponant D - 25 rue Leblanc à Paris 15^{ème} - immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro RCS Paris B 775 685 019, représenté par Monsieur / Madame, en qualité de.....

ci-après dénommé « le CEA »,
d'une part,

et

Et

- La société, domiciliée, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de sous le numéro RCS,
- la société, domiciliée, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de sous le numéro RCS,
- la société, domiciliée, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de sous le numéro RCS,

constituées en un groupement momentané d'entreprises **solidaires (ou conjointes)**, dont le mandataire est la société, ci-après dénommée « le Titulaire »,

d'autre part,

ci-après désignés individuellement par la « Partie » et collectivement par les « Parties ».

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

■ B23-05545-RA

CEA PARIS-SACLAY

Service des Marchés et Achats (SMA)
Centre CEA Saclay | Bât 530 | PC 98 |
91191 Gif-sur-Yvette Cedex

Établissement public à caractère industriel et commercial | RCS Paris B 775 685 019



SOMMAIRE

CHAPITRE 1 - DEFINITIONS	4
CHAPITRE 2 - GENERALITES	5
ARTICLE 1 - OBJET	5
ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES.....	5
ARTICLE 3 - ETENDUE DE LA MISSION – OBLIGATIONS.....	6
ARTICLE 4 - MODE DE DEVOLUTION DES TRAVAUX	9
ARTICLE 5 - REUNIONS	9
ARTICLE 6 - INTERLOCUTEURS	11
ARTICLE 7 - QUALITE	12
ARTICLE 8 - REMISE DE LIVRABLES.....	12
CHAPITRE 3 – COUT DES TRAVAUX.....	14
ARTICLE 9 - COUT PREVISIONNEL DES TRAVAUX.....	14
ARTICLE 10 - COUT DE REFERENCE	15
ARTICLE 11 - COUT DE REALISATION DES TRAVAUX.....	15
ARTICLE 12 - COUT CONSTATE DES TRAVAUX.....	16
ARTICLE 13 - SEUILS DE TOLERANCE	17
CHAPITRE 4 – REMUNERATION ET REGLEMENT	18
ARTICLE 14 - MONTANT DE LA REMUNERATION.....	18
ARTICLE 15 - REVISION DES PRIX	19
ARTICLE 16 - REGIME FISCAL	20
ARTICLE 17 - CONDITIONS DE FACTURATION	20
ARTICLE 18 - CONDITIONS DE PAIEMENT	23
CHAPITRE 4 – DELAIS - PENALITES.....	24
ARTICLE 19 - DELAIS - PLANNING GENERAL DE REALISATION.....	24
ARTICLE 20 - PENALITES.....	27
ARTICLE 21 - RESILIATION.....	28



CHAPITRE 5 – RECEPTION – GARANTIES – CLAUSES DIVERSES	30
ARTICLE 22 - SOUS-TRAITANCE	30
ARTICLE 23 - HORAIRES DU CEA	30
ARTICLE 24 - PERSONNEL DU TITULAIRE	30
ARTICLE 25 - PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	31
ARTICLE 26 - ACHEVEMENT DE LA MISSION - RECEPTION ET GARANTIE	31
ARTICLE 27 - REFERENCES COMMERCIALES - COMMUNICATION.....	32
ARTICLE 28 - ASSURANCES	32
ANNEXE 1 – CONTENU DE LA MISSION DU TITULAIRE.....	33
ANNEXE 2 - FICHE DE MODIFICATION.....	39
ANNEXE 3 - DECOMPOSITION DE LA REMUNERATION DU TITULAIRE	40
ANNEXE 4 – DECOMPOSITION DES TAUX HORAIRES PAR QUALIFICATION	41
ANNEXE 5 - PERSONNEL DU TITULAIRE.....	42

CHAPITRE 1 - DEFINITIONS

Enveloppe financière prévisionnelle

Enveloppe du coût des travaux fixée par le maître d'ouvrage.

Estimation provisoire du coût prévisionnel des travaux

Estimation du coût des travaux établie par le maître d'œuvre, à partir des résultats de l'étude d'avant-projet sommaire (APS).

Estimation définitive du coût prévisionnel des travaux

Estimation du coût des travaux établie par le maître d'œuvre, à partir des résultats de l'étude d'avant-projet définitif (APD). Cette estimation est décomposée en lots séparés.

Coût prévisionnel des travaux

Coût prévisionnel arrêté par le maître d'ouvrage sur la base de l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux, et sur lequel le maître d'œuvre s'engage. Ce coût est décomposé par corps d'état, sur la base d'un avant métré.

Coût de référence des travaux

Coût établi par le Titulaire à l'issue de la (des) consultation(s) lancée(s) pour la passation du (des) marché(s) de travaux.

Coût de réalisation des travaux

Coût résultant des marchés de travaux passés par le maître d'ouvrage pour la réalisation du projet.

Coût constaté des travaux

Montant, en prix de base, des travaux réellement exécutés dans le cadre des contrats et avenants éventuels conclus pour la réalisation du projet, et déterminé par le maître d'ouvrage après achèvement du projet.

Titulaire

Par Titulaire, il faut entendre le maître d'œuvre, attributaire du marché.

CHAPITRE 2 - GENERALITES

ARTICLE 1 - OBJET

1.1 Dispositions générales

Le présent marché définit les conditions selon lesquelles le CEA confie au Titulaire, qui accepte, l'exécution d'un ensemble de prestations intellectuelles nécessaires à l'exercice du rôle de maître d'œuvre pour les travaux de rénovation du 1^{er} étage du bâtiment 38-1 situé sur le site CEA de Fontenay-aux-Roses (92).

1.2 Catégorie de l'ouvrage

L'ouvrage à réaliser appartient à la catégorie d'ouvrages du domaine du Bâtiment : rénovation-réutilisation.

1.3 Unité bénéficiaire

La réalisation de ces prestations sera effectuée pour le compte de la Direction des Energies (DES), Direction des projets de Démantèlement, de Service nucléaire et de la gestion des Déchets (DDSD), Unité d'assainissement-démantèlement et reprise et de conditionnement des déchets de Fontenay-aux-Roses (UADF).

1.4 Contrôleur technique

Un contrôleur technique sera désigné ultérieurement.

1.5 Régime de sécurité du chantier

Les travaux à réaliser sont situés au sein du bâtiment 38-1 sur le site du CEA de Fontenay-aux-Roses (92). Le chantier se déroulera dans le respect des prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure dans le cas de chantiers non clos et indépendants nécessitant l'élaboration d'un plan de prévention (décret n°92-158 du 20/02/1992).

ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES

2.1 Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent marché et de ses annexes, lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- le dossier de consultation du CEA référencé CEA/P-SAC/SMA/BLMT/B23-06545-RA daté du 25/01/2024, avec, faisant partie intégrante de celui-ci, et par ordre de priorité décroissante :

- les Spécifications Techniques constituées des pièces suivantes :
 - le programme fonctionnel et technique référencé DSST/SPIC/GTI-23-DSST-SPIC-0478 en date du 24/01/2024,
 - le cahier des charges référencé CEA/P-SAC/DSST/SPIC/GTI-23-DSST-SPIC-0472 en date du 24/01/2024,
- la consigne intitulée « Instructions Générales de Sécurité applicables aux Entreprises Extérieures et aux organismes en collaboration travaillant sur le Centre CEA Paris-Saclay » référencée DRF/P-SAC/CQSE/CO/01 indice A d'avril 2018 ;
- le règlement intérieur du CEA/FAR ;
- le Cahier des Spécifications Techniques Générales (CSTG) relatif aux prestations et/ou travaux à réaliser, en dehors des INB, sur le Centre du CEA/FAR (référéncé STLI.CSTP.12/001 du 14/06/2012) ;
- les Conditions Générales d'Achat (CGA) applicables aux marchés passés par le CEA (édition de janvier 2022) ;
- le Cahier des Clauses Sociales Particulières (C2SP) référencé DAPS/DIR/2021-001 du 12 janvier 2021.
- à titre supplétif, la proposition du Titulaire référencée datée du
(à compléter par le soumissionnaire)

2.2 Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus. Ses conditions générales de vente, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

ARTICLE 3 - ETENDUE DE LA MISSION – OBLIGATIONS

3.1 Prestations à la charge du Titulaire

Les prestations confiées au Titulaire sont les missions de base et des missions complémentaires au sens de la loi MOP codifiée dans le code de la Commande Publique (définies à l'annexe 1 du présent marché).

3.1.1 Mission de base

La mission de base, est constituée des éléments suivants dont le contenu est défini à l'annexe 1.1 du marché :

- Mission 1 : Avant-Projet Sommaire (APS),
- Mission 2 : Avant-Projet Définitif (APD),
- Mission 3 : Etudes de projet (PRO),
- Mission 4 : Assistance à l'établissement des dossiers de consultation des entreprises (DCE),
- Mission 5 : Assistance à la passation des Marchés de Travaux (AMT),

- Mission 6 : le visa des études d'exécution (VISA),
- Mission 7 : la Direction de l'Exécution des Contrats de travaux (DET),
- Mission 8 : l'Assistance apportée au Maître d'ouvrage lors des Opérations de Réception des travaux et pendant la période de garantie de parfait achèvement (AOR).

Le Titulaire devra également préparer le dossier de Déclaration Préalable (DP) et y apporter les modifications requises par les autorités administratives compétentes, nécessaires à sa validation. Le dossier de DP sera déposé par le CEA auprès des autorités administratives compétentes.

3.1.2 Missions complémentaires

Le Titulaire aura en charge comme missions complémentaires :

- Mission complémentaire 1 : Les études de synthèse (SYN) visant à assurer la cohérence spatiale des éléments d'ouvrage de tous les corps d'état se traduisant par l'établissement des plans de synthèse,
- Mission complémentaire 2 : Une mission OPC (Ordonnancement, Pilotage et Coordination des travaux), l'OPC peut intervenir dès la phase PRO pour élaborer le planning des travaux qui sera joint au DCE des lots travaux.

3.2 Obligations de conseil et d'information

Dans le cadre des missions fixées à l'article 3.1 du présent marché, le Titulaire est expressément tenu, au fur et à mesure de l'exécution des éléments de mission qui lui sont dévolus au titre du marché, au devoir de conseil et d'information le plus étendu lequel consiste notamment à :

- informer complètement le CEA sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre,
- attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque nature que ce soit dans la conduite du projet,
- lui suggérer les démarches ou solutions utiles au parfait et complet accomplissement de sa mission et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du CEA.

La mission comprend en toute hypothèse sans exception ni réserve, dans la limite des éléments de mission qui lui sont confiés au titre du marché, toutes les prestations nécessaires à la conception, au contrôle et au suivi de la réalisation dans tous ses détails du projet de rénovation partielle du 1^{er} étage du bâtiment 38-1 situé sur le site CEA de Fontenay-aux-Roses (92).

3.3 Déclaration du Titulaire

Le Titulaire déclare :

- avoir pris connaissance de l'ensemble des documents visés à l'article 2 du présent marché et pièces associées et bien connaître l'ensemble des contraintes fixées par ces documents,
- qu'il a une parfaite connaissance de l'existant, de l'installation, du terrain et de ses abords, qu'il en a apprécié les éventuelles contraintes ou nuisances ainsi que celles liées à l'environnement et estimé toutes les sujétions tant techniques qu'administratives inhérentes aux travaux (ou à la conception, à la réalisation ainsi qu'au fonctionnement et à l'exploitation conforme et régulière du projet).

En complément des renseignements qui lui sont fournis dans les pièces du marché, et conformément aux dispositions de l'article 4.1 des CGA, le Titulaire doit avoir effectué les vérifications préalables et avoir relevé sur place ou demandé au CEA tous les renseignements complémentaires qui lui sont nécessaires pour exécuter les prestations dans les délais requis.

Le Titulaire est réputé avoir eu toute possibilité d'apprécier exactement l'étendue et la teneur des travaux ; il ne pourra par la suite se prévaloir d'aucune omission, insuffisance de description ou de données et d'informations pour refuser d'intégrer dans sa prestation des prestations nécessaires à son plein et bon accomplissement et notamment les études et le contrôle et suivi de réalisation des prestations connexes sans lesquelles le projet précité ne pourrait avoir une fonction optimale.

Il devra notamment de sa propre initiative, en relation avec le CEA, prendre tous les contacts nécessaires à la bonne exécution des travaux avec les tiers contractants du CEA (contrôleur technique, etc.) et d'une manière générale avec les tiers intéressés par les prestations dont il a la charge. Il devra également, dans ce même objectif, et en tant que de besoin, solliciter le CEA le plus tôt possible afin d'obtenir les contacts utiles et nécessaires à la pleine et bonne exécution de sa mission.

Par conséquent, le Titulaire ne pourra en aucun cas prétendre à un supplément de prix ou justifier un retard par suite, soit d'insuffisance de description, soit de difficulté d'accès ou d'organisation due aux particularités du lieu.

Le Titulaire reconnaît également que le maître de l'ouvrage n'est pas un professionnel de la construction et qu'il est à ce titre notoirement incompetent en ce domaine. Il devra donc le conseiller utilement, comme précisé à l'article 3.2 supra.

3.4 Moyens mis en œuvre par le Titulaire

Le Titulaire fournit à son personnel et sous sa seule responsabilité le matériel nécessaire à l'exécution du marché conformément aux dispositions de l'article 18.2 des CGA.

Le Titulaire veille à ce que son personnel n'utilise pas les matériels appartenant au CEA qui ne sont pas mis normalement à sa disposition dans le cadre du marché. Si des matériels ou des moyens appartenant au CEA étaient mis à disposition du Titulaire, celui-ci les mettrait en œuvre sous sa seule responsabilité et selon les modalités de l'article 19 des CGA.

3.5 Obligations du CEA

Le cas échéant, le CEA mettra à disposition du Titulaire tout document et informations nécessaires à l'exécution du présent marché.

Dans l'hypothèse d'une indisponibilité des éléments précités, les Parties se rapprocheront pour en définir l'incidence sur l'exécution du marché.

3.6 Clauses environnementales et sociales

Le Titulaire est invité, dans la mesure du possible, à privilégier des outils, supports et cycles de vie des produits, modes de transports respectueux de l'environnement et faiblement émetteur en CO2.

Le titulaire s'engage, par ses mesures de politique sociale, à promouvoir l'égalité et la mixité professionnelle en faveur des profils susceptibles d'être affectés à l'exécution des prestations ou participant de manière directe ou indirecte au marché en justifiant d'actions spécifiques menées pendant la durée du marché.

Le Titulaire produira à cet effet, à la date anniversaire du marché une note annuelle retraçant les actions et initiatives qu'il aura entreprises durant cette période.

3.7 Limites des prestations du Titulaire

Les dispositions mentionnées au présent article 3.7 viennent compléter l'annexe « programme » au cahier des charges.

3.7.1 Missions de contrôle technique

Le CEA confiera une mission de contrôle technique à un organisme indépendant.

Le Titulaire s'engage à ses frais :

- à faire parvenir au Contrôleur Technique (avec copie au CEA) tous les éléments que le contrôleur technique estime nécessaires à l'accomplissement de sa mission,
- à tenir compte de l'ensemble des observations du contrôleur technique que le CEA lui aura transmises pour la mise en œuvre des mesures correctives afin d'aboutir à l'obtention de l'accord sans réserve du contrôleur technique, tant au stade des études que de la réalisation de l'ouvrage ou des travaux.

En cas de désaccord avec le contrôleur technique, le Titulaire justifiera sa position avec l'obligation d'obtenir l'accord du contrôleur technique.

3.7.2 Gestion du compte prorata et installation de chantier

Les modalités de gestion du compte prorata seront déterminées ultérieurement par le CEA et le Titulaire.

ARTICLE 4 - MODE DE DEVOLUTION DES TRAVAUX

Ce point sera arrêté par le maître d'ouvrage sur proposition du Titulaire en fin de phase APD sur la base d'un allotissement de travaux.

ARTICLE 5 - REUNIONS

5.1 Pour suivre l'exécution du marché, les Parties tiendront des réunions, dans les locaux du CEA, dont la date de tenue sera déterminée d'un commun accord.

5.2 Réunion d'enclenchement

Une réunion d'enclenchement sera effectuée dans les locaux du CEA Paris-Saclay, au plus tard une semaine après la signature du marché.

Lors de cette réunion, le Titulaire devra notamment proposer un planning des échéances (réunions, points d'arrêt, etc.) qu'il juge nécessaires pour suivre la bonne exécution du marché. Ce planning devra être accepté par le CEA avant tout commencement des prestations.

5.3 Réunions de suivi du projet

Le suivi du projet se formalisera par la tenue de réunions d'avancement mensuelles entre le CEA et le Titulaire pendant la phase d'études.

Ces réunions permettront de traiter notamment les points suivants :

- Pendant la phase d'études, une réunion se tiendra à l'issue des phases APS, APD et PRO. Au cours de cette réunion, le Titulaire fera une présentation des études réalisées au titre de la phase concernée
- L'état d'avancement des études et des travaux (pendant la phase de réalisation) par rapport au planning prévisionnel,
- La validation des choix techniques,
- L'examen et traitement des problèmes rencontrés,
- L'examen et traitement des fiches de modifications éventuelles,
- L'état de la situation financière des marchés de travaux (pendant la phase de réalisation).

Les réunions de suivi seront menées sur la base de tableaux de bord synthétiques réalisés par le Titulaire dont le formalisme sera validé par le CEA.

Ces tableaux de bord pourront tracer :

- En synthèse les points abordés en réunion, le domaine concerné et la personne à l'origine du sujet,
- Les points clos à l'issue de la réunion et ceux devant être abordés à la suivante,
- Les actions ouvertes relatives à ces points, en précisant pour chaque action :
 - La date d'ouverture, le responsable, l'objet, la date à laquelle elle doit être soldée,
 - Dans le cadre du suivi, la date à laquelle elle est soldée.

5.4 Réunions de suivi de chantier

Le titulaire organisera des réunions de suivi de chantier hebdomadaires en présence des entreprises de travaux et du Contrôleur Technique si nécessaire.

5.5 Réunions au titre de la mission « OPC »

Le Titulaire organisera des réunions d'OPC mensuelles en présence du CEA et des entreprises de travaux et du Contrôleur Technique si nécessaire, afin de suivre :

- L'organisation du chantier et les relations inter-entreprises,
- Le planning détaillé des travaux,
- L'avancement des travaux.

5.6 Réunions techniques et visites de chantier

Le Titulaire devra assurer au minimum 1 visite de chantier par semaine en plus des réunions techniques hebdomadaires.

Toutefois, en fonction de l'évolution des prestations et afin d'étudier un point technique particulier, les interlocuteurs techniques pourront se réunir, sans frais supplémentaire, à la demande de l'une ou l'autre Partie par échange de correspondances.

5.7 Réunions spécifiques

En fonction de l'évolution des prestations ou afin de traiter des points spécifiques pouvant être d'ordre techniques, commerciaux ou contractuels, les interlocuteurs techniques pourront se réunir, sans frais supplémentaire, à la demande de l'une ou l'autre Partie par échange de correspondances.

5.8 Compte-rendu

Chaque réunion fera l'objet d'un compte-rendu établi par le Titulaire et envoyé au CEA pour approbation et acceptation dans un délai de trois (3) jours ouvrés suivant la date de réunion.

Après acceptation formelle du CEA, par accord dûment signé par l'interlocuteur technique du CEA, ce compte-rendu sera diffusé par le Titulaire selon une liste définie par le CEA. En aucun cas, un compte-rendu non accepté ne pourra faire l'objet d'une diffusion.

Dans certains cas, pour mise en application immédiate, un relevé de décision sera établi à l'issue de la réunion et visé par les deux parties, pour une mise en application immédiate.

ARTICLE 6 - INTERLOCUTEURS

Pour l'exécution du présent marché, les Parties désignent comme interlocuteurs :

	Nom	Téléphone	Adresse mail
CEA, maître d'ouvrage			
Pilote opérationnel	Jeanne BLAZEJCZAK- BOULEGUE	01 46 54 70 18 06 31 42 95 33	jeanne.blazejczak-boulegue@cea.fr
Contrôleur Technique	Coordonnées transmises ultérieurement.		
Titulaire, maître d'œuvre			
Responsable technique			
Responsable sécurité			
OPC			

(Les parties en rouge sont à compléter par le soumissionnaire)

Le rôle et les missions du Responsable Sécurité sont définis à l'article 13.5 des CGA.

Le responsable technique et le Responsable Sécurité du Titulaire, désignés ci-avant, ont qualité pour le représenter vis-à-vis du CEA.

Au cas où le responsable technique du Titulaire, le Responsable Sécurité ou un membre de l'équipe, serait remplacé, le Titulaire s'engage à avertir le CEA dans les meilleurs délais. Une période de recouvrement d'une durée d'un (1) mois sera effectuée aux frais du Titulaire, afin de procéder aux transferts d'informations, et aux différentes modalités administratives internes au CEA.

Le Titulaire s'engage à procéder au remplacement par du personnel de qualification et d'expérience jugées au moins équivalentes.

ARTICLE 7 - QUALITE

Le Titulaire appliquera les règles relatives aux normes ISO 9001, ISO 14001 et ISO 50001 (dernières versions en vigueur). Il établira un Plan Qualité particulier (PQp) relatif à la prestation.

Le CEA se réserve la possibilité d'effectuer les vérifications concernant le fonctionnement effectif du système Qualité. A cette fin, le Titulaire laisse libre accès, dans les horaires normaux, à ses installations et facilite les audits qualité effectués par du personnel CEA ou mandaté par le CEA. Ces vérifications ne diminuent en rien la responsabilité du Titulaire.

S'il apparaît que certaines dispositions du système Qualité sont inappliquées, notification en est faite au Titulaire qui présente au CEA, dans les délais requis, les modifications nécessaires.

ARTICLE 8 - REMISE DE LIVRABLES

D'une manière générale, le Titulaire s'engage à communiquer au CEA l'ensemble des dossiers exigés dans les Spécifications Techniques citées à l'article 2 du marché.

8.1 Validation des livrables

Le Titulaire prévoit à ses frais et risques la révision de l'ensemble des livrables en fonction des remarques du CEA.

Le fait que le CEA approuve ou valide les avant-projets, le projet ou tout ou partie des documents d'études, signe les marchés de travaux ou vise et délivre les ordres de services aux entreprises ne diminue ou ne limite en aucune manière la responsabilité du Titulaire. Il n'en irait autrement que dans la mesure où le CEA imposerait au Titulaire une disposition qui ne recueillerait pas l'accord de ce dernier et sur laquelle celui-ci émettrait des réserves explicites et motivées.

8.2 Support et format des livrables

Chaque dossier (APS, APD, PRO et DCE) remis au CEA, pour approbation, sera émis en fonction des spécifications données au Cahier des Charges.

Dès lors que le Titulaire remet au CEA un support informatique, il est tenu d'y joindre une liste de correspondance entre le nom du fichier informatique et le contenu de ce fichier (libellé et objet).

8.3 Documents CEA

Les documents remis au Titulaire par le CEA seront rendus à ce dernier à l'échéance du marché ou en cas de dénonciation de celui-ci par l'une ou l'autre des parties. Au-delà de cette période, aucun document ne pourra être détruit sans l'accord préalable écrit du CEA.



De même, le Titulaire sauvegardera à l'identique les données relatives aux dossiers précités, de sorte qu'il soit en mesure de fournir un exemplaire supplémentaire sur support dématérialisé sécurisé (lien validé par le CEA, clef USB ou disque dur **fournit préalablement** par le CEA

CHAPITRE 3 – COUT DES TRAVAUX

ARTICLE 9 - COUT PREVISIONNEL DES TRAVAUX

9.1 Enveloppe financière prévisionnelle

L'enveloppe financière prévisionnelle fixée par le CEA est de **1 455 000,00 € HT (UN MILLION QUATRE CENT CINQUANTE-CINQ MILLE EUROS HORS TAXES)** pour la partie affectée aux travaux (y compris les ouvrages de raccordement au bâtiment existant – galerie technique).

Ce coût est établi sur la base des conditions économiques de janvier 2024 (mois m₀ des études).

9.2 Estimation provisoire du coût prévisionnel des travaux

L'estimation provisoire du coût prévisionnel des travaux sera établie par le Titulaire au terme des études d'avant-projet sommaire (APS). Ce coût sera établi sur la base des conditions économiques du mois de janvier 2024 (mois m₀ des études).

Si l'estimation provisoire du coût prévisionnel des travaux proposée par le Titulaire est supérieure à l'enveloppe financière prévisionnelle, le CEA peut :

- soit refuser de réceptionner les prestations relatives à l'élément de mission APS et demander au Titulaire, qui s'y engage, de reprendre gratuitement ses études pour aboutir à un projet compatible avec l'enveloppe financière prévisionnelle,
- soit résilier le présent marché, aux torts et aux frais du Titulaire dans les conditions fixées à l'article « RESILIATION » du présent marché.

L'estimation provisoire du coût prévisionnel des travaux devra faire l'objet d'une approbation par le CEA, laquelle est, à minima, conditionnée par la validation de l'APS.

9.3 Estimation définitive du coût prévisionnel des travaux

Au terme des études d'avant-projet définitif (APD), le Titulaire établira une estimation définitive du coût prévisionnel des travaux décomposée en lots séparés.

Ce coût sera établi sur la base des conditions économiques du mois de janvier 2024 (mois m₀ des études).

L'avancement des études permet au Titulaire de vérifier que le projet s'inscrit dans le respect de son engagement sur l'enveloppe financière prévisionnelle.

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter l'estimation provisoire du coût prévisionnel des travaux, le Titulaire doit reprendre gratuitement ses études.

Si l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux proposée par le Titulaire est supérieure à l'enveloppe financière, le CEA peut :

- soit refuser de réceptionner les prestations relatives à l'élément de mission APD et demander au Titulaire, qui s'y engage, de reprendre gratuitement ses études pour aboutir à un projet compatible avec l'enveloppe financière prévisionnelle,
- soit résilier le présent marché, aux torts et aux frais du Titulaire dans les conditions fixées à l'article « RESILIATION » du présent marché,
- soit décider d'arrêter un nouveau coût prévisionnel des travaux qu'il notifie au Titulaire.

9.4 Etablissement du Coût prévisionnel des travaux

L'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux constituera, après accord du CEA et après approbation de l'APD, le coût prévisionnel des travaux sur lequel le Titulaire s'engagera.

Le remplacement de l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux par le coût prévisionnel des travaux interviendra par voie d'avenant signé sans réserve par le Titulaire. Ce coût est établi sur la base du mois de janvier 2024 (mois m_0 des études).

9.5 Modification du coût prévisionnel des travaux

Une fois fixé, le coût prévisionnel des travaux ne pourra éventuellement être revu que si de nouvelles modifications de programme étaient expressément demandées par le CEA.

Pour toute modification nouvelle demandée expressément par le CEA, le Titulaire établira une fiche de modification (conformément au modèle joint en annexe 2 du présent marché) qui indiquera, avant tout commencement d'exécution, l'estimation provisoire du coût prévisionnel des travaux correspondant et l'effet sur le délai.

Après accord écrit du CEA, notifié sur la fiche de modification, le Titulaire pourra réaliser les études correspondantes aux termes desquelles l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux supplémentaires sera fixée, après accord du CEA, et intégrée, par voie d'avenant, au coût prévisionnel des travaux du présent marché.

Si la modification n'entraîne pas de prestations supplémentaires, le Titulaire ne pourra prétendre à aucune rémunération supplémentaire.

Toute modification liée à une remarque des organismes de contrôle désignés dans le cadre de l'exécution du présent projet ou pour des travaux mal appréciés par le Titulaire (oubli, erreurs, mauvaise appréciation, négligence) ne donnera lieu à aucune rémunération particulière.

ARTICLE 10 - COUT DE REFERENCE

A l'issue des consultations lancées pour la passation des marchés de travaux, le Titulaire établira le coût de référence des travaux qui servira de base à la comparaison avec le coût prévisionnel des travaux dans les conditions fixées à l'article 13.1 du présent marché.

Ce coût de référence des travaux est le résultat de la somme des offres des entreprises de travaux pressenties comme les mieux-disantes à l'issue des consultations des marchés de travaux. Pour ce faire, le montant de chacun des marchés de travaux sera ramené aux conditions économiques du coût prévisionnel des travaux (mois m_0 des études), par application de formules de « désactualisation » propres à chaque marché. Ces formules, établies à partir des indices ou index les plus représentatifs du marché concerné seront soumises à l'approbation du CEA.

ARTICLE 11 - COUT DE REALISATION DES TRAVAUX

Ce coût sera égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux passés par le CEA pour la réalisation du projet, hors TVA.

Un avenant au marché fixera le montant du coût de réalisation des travaux que le Titulaire s'engagera à respecter.

Le Titulaire est réputé avoir prévu, dans les documents ayant servi de base à la consultation des entreprises, tous les travaux nécessaires à la réalisation du projet.

Le coût de réalisation est établi sur la base des conditions économiques du mois m_0 des travaux correspondant au mois de remise des offres ayant permis la passation des marchés de travaux.

ARTICLE 12 - COUT CONSTATE DES TRAVAUX

Après exécution complète des travaux nécessaires à la réalisation du projet, le Titulaire établira le coût constaté des travaux résultant des décomptes finaux et des factures des entrepreneurs, et correspondant à l'ensemble des marchés et avenants passés au titre des travaux (hors maîtrise d'œuvre).

Ce coût constaté des travaux sera ramené, marché par marché, aux conditions économiques du mois m_0 de remise des offres ayant permis la passation des marchés de travaux (mois m_0 des travaux), par application des dispositions suivantes :

- les montants des marchés révisables seront « désactualisés » au mois m_0 précité, par application de la formule paramétrique de révision du marché, dans laquelle la part du terme fixe de la formule sera répartie au prorata sur chacun des indices ou index,
- les montants des marchés non révisables, et non établis aux conditions économiques du mois m_0 de remise des offres, seront « désactualisés » depuis le mois de livraison ou réception de la fourniture, ou le mois central de l'exécution des travaux jusqu'au mois m_0 précité, par application d'une formule de variation paramétrique classique, basée sur les indices ou index de révision les plus représentatifs de la spécialité technique considérée, dans laquelle la part du terme fixe de la formule sera répartie au prorata sur chacun des indices ou index,
- les mêmes démarches seront appliquées respectivement aux avenants de chacune des deux catégories de marchés.

Après avoir ainsi été ramené aux conditions économiques du mois m_0 des travaux précités, le coût constaté réajusté des travaux sera comparé, dans les conditions fixées à l'article « SEUIL DE TOLERANCE SUR LE COUT PREVISIONNEL DES TRAVAUX » du présent marché, au coût de réalisation des travaux, établi aux mêmes conditions économiques.

ARTICLE 13 - SEUILS DE TOLERANCE

13.1 Seuil de tolérance sur le coût prévisionnel des travaux

Le taux de tolérance sur le coût prévisionnel des travaux est fixé à **6 %**.

Le seuil de tolérance entre le coût prévisionnel des travaux et le coût de référence des travaux est égal au coût prévisionnel des travaux majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance fixé ci-dessus.

A l'issue de la consultation des entreprises de travaux, le Titulaire fera la comparaison, pour chaque lot, entre le coût prévisionnel des travaux et le coût de référence des travaux apprécié dans les conditions fixées à l'article « COUT DE REFERENCE » du présent marché.

Si le coût de référence des travaux, est supérieur au seuil de tolérance tel que déterminé ci-dessus, le CEA peut :

- soit résilier le présent marché, aux torts et aux frais et risques du Titulaire dans les conditions fixées à l'article « RESILIATION » du présent marché,
- soit refuser de passer les marchés de travaux, et demander au Titulaire, qui s'y engage, de reprendre gratuitement et sans délais ses études pour aboutir à un projet compatible avec le coût prévisionnel des travaux.

Ce choix appartient exclusivement au CEA qui n'aura nullement à justifier celui-ci auprès du Titulaire.

Dans le deuxième cas cité ci-avant, le Titulaire a l'obligation de reprendre les études, dans un délai de 15 jours calendaires à compter de la demande du CEA, conformément au programme initial et sans que cela n'ouvre droit à son profit à une quelconque rémunération complémentaire. Un nouveau dossier de consultation des entreprises sera remis au CEA, dans un délai de 60 jours calendaires après acceptation de l'étude par le CEA, permettant le lancement d'une nouvelle consultation devant aboutir à une offre respectant le seuil de tolérance.

13.2 Seuil de tolérance sur le coût de réalisation des travaux

Le taux de tolérance sur le coût de réalisation des travaux est fixé à **3 %**.

Le seuil de tolérance entre le coût de réalisation des travaux et le coût constaté des travaux est égal au coût de réalisation des travaux majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance ci-dessus précisé.

Si le coût constaté des travaux, réajusté dans les conditions définies à l'article « COUT CONSTATE DES TRAVAUX » du présent marché, est supérieur au seuil de tolérance tel que déterminé ci-dessus, le Titulaire est passible de la pénalité prévue à l'article « PENALITES POUR NON RESPECT DU COUT DE REALISATION DES TRAVAUX » du présent marché.

CHAPITRE 4 – REMUNERATION ET REGLEMENT

(Les parties en rouge sont à compléter par les soumissionnaires)

ARTICLE 14 - MONTANT DE LA REMUNERATION**14.1 Rémunération des éléments de mission de base****14.1.1 Taux de rémunération**

Le coefficient de complexité est fixé à ----- %.

Le taux de rémunération t est fixé de façon provisoire à ----- % de la partie affectée aux travaux de l'enveloppe financière prévisionnelle définie par le CEA.

Le taux et le montant forfaitaire des honoraires du Titulaire qui en découlent seront définitivement arrêtés dans le cadre de l'avenant qui entérinera le coût prévisionnel des travaux.

14.1.2 Rémunération provisoire

Le coût prévisionnel des travaux n'étant pas connu à la date de signature du marché, le forfait provisoire de rémunération est le produit du taux de rémunération t fixé à l'article 14.1.1 supra par le montant de l'enveloppe prévisionnelle des travaux comme défini ci-après.

Taux de rémunération : $t =$ ----- %

Part de l'enveloppe financière prévisionnelle globale affectée aux travaux :

Co = ----- € HT (----- EUROS HORS TAXES)

Forfait provisoire de la rémunération: **Co x t = ----- € HT (----- EUROS HORS TAXES).**

La décomposition de ce montant, par élément de mission et par co-traitant, figure en annexe 3 du présent marché.

14.1.3 Modalités de fixation du forfait de rémunération de la mission de base

Le forfait définitif sera arrêté définitivement pour chaque phase, dès que le coût prévisionnel des travaux sera connu pour la tranche considérée (en fin de phase APD).

Le forfait définitif de rémunération est le produit du taux de rémunération, éventuellement ajusté dans les conditions fixées ci-après (t'), par le coût prévisionnel des travaux (CP).

Toutefois, si le coût prévisionnel des travaux diffère de l'enveloppe financière prévisionnelle sans modification de programme émanant du CEA, le taux de rémunération sera ajusté dans les conditions suivantes :

Coût prévisionnel des travaux pour chaque phase (CP) en euros HT	Rémunération sur la base du taux t'
$CP < C_0$	$t' = t(C_0/CP)^3$ avec $t' \leq t \times 1.06$
$CP = C_0$	$t' = t$
$C_0 < CP < C_1$	$t' = t (C_0/CP)$
$C_1 < CP$	$t' = t (C_0 / CP)^2$

C_0 = montant de l'enveloppe prévisionnelle tel que défini à l'article 9.1

$C_1 = C_0 \times 1,036$

t = le taux de rémunération fixé à l'article 14.1.1

CP : Coût prévisionnel des travaux établi en fin APD

14.2 Rémunération des missions complémentaires

14.2.1 Mission complémentaire n°1 : Synthèse (SYN)

Le montant de la rémunération du Titulaire relatif à l'élément de mission Synthèse (SYN) est fixé à la somme forfaitaire de ----- € HT (----- EUROS HORS TAXES).

14.2.2 Mission complémentaire n°2 : Mission OPC

Le montant de la rémunération du Titulaire relatif à l'élément de mission OPC est fixé à la somme forfaitaire de ----- € HT (----- EUROS HORS TAXES).

14.3 Caractère des prix

Les montants visés aux articles 14.1 et 14.2 sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de ----- (mois de remise de l'offre) et ont un caractère révisable.

ARTICLE 15 - REVISION DES PRIX

Les prix ne sont pas révisés durant la première année d'exécution des prestations, puis ils seront révisables annuellement à compter de la deuxième année d'exécution, à partir du mois de XXXXX (mois anniversaire du marché), (soit à compter du mois de XX/XXXX).

Un mois avant la date de révision de l'année concernée, le Titulaire transmet par écrit au Service des Marchés et Achats (SMA) du CEA Paris-Saclay une proposition de coefficient de révision, arrondi au millième inférieur, valable pour l'année à venir et basée sur l'application de la formule suivante :

$$C = 0,15 + 0,85 (I_m / I_0)$$

dans laquelle :

- C = coefficient de révision,
- I_0 = valeur de l'index « ingénierie » paraissant au Moniteur des Travaux publics et du Bâtiment pour le mois de **XXXXX (mois de remise de l'offre)**,
- I_m = dernière valeur connue de ce même indice à la date de transmission de la nouvelle proposition de prix.

Pour la révision du montant d'une prestation ayant fait l'objet d'un retard imputable au Titulaire, l'indice applicable sera celui de la date contractuelle initiale.

Les Parties conviennent que si des modifications venaient affecter l'existence, la composition et/ou la définition des indices prévus dans le marché, les indices de substitution proposés par l'INSEE s'appliqueront de plein droit. Cette modification sera actée par le CEA et adressée au Titulaire par courrier.

La révision ne pourra être effective qu'après accord écrit du SMA du CEA Paris-Saclay sur la proposition du Titulaire, donnée dans le mois qui suit sa date de réception. Le CEA se réserve également la possibilité de faire exercer la révision des prix. L'application de la formule de révision a vocation à s'appliquer à la hausse comme à la baisse.

Le coefficient ainsi calculé s'appliquera de manière non rétroactive et à chaque facturation du Titulaire pour l'année à venir.

Dans le cas où ces dispositions n'auraient pas été respectées par le Titulaire, celui-ci s'engage expressément et par avance, si le CEA lui en fait la demande, à l'application des prix non révisables et, le cas échéant, à établir les avoirs correspondants si des factures ont été effectivement payées.

Toute proposition transmise en dehors du délai fixé ci-dessus ne sera pas prise en compte par le CEA.

ARTICLE 16 - REGIME FISCAL

Le présent marché est soumis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux en vigueur au jour du fait générateur. Chaque terme de paiement, sera assorti de la TVA.

Le Titulaire du présent marché s'engage à indiquer sur ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA d'après les débits.

ARTICLE 17 - CONDITIONS DE FACTURATION

17.1 Echancier de facturation des missions de base

Sur la base de la décomposition de la rémunération du Titulaire indiquée en annexe 3 du présent marché, la rémunération du Titulaire sera facturée conformément à l'échéancier suivant :

- APS :
- 50 % du montant TTC de l'APS, à la remise du dossier final d'études intégrant les plans et l'estimation provisoire du coût prévisionnel des travaux,
 - 50 % du montant TTC de l'APS, à l'acceptation par le CEA du dossier final d'études intégrant les plans et l'estimation provisoire du coût prévisionnel des travaux,
- APD :
- 50 % du montant TTC de l'APD, à la remise du dossier final d'études (y compris les plans et l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux décomposés par lots séparés),
 - 50 % du montant TTC de l'APD, à l'acceptation par le CEA du dossier final d'études (intégrant les plans et l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux décomposés par lots séparés),
- PRO :
- 50 % du montant TTC du PRO, à la remise du dossier final d'études,
 - 50 % du montant TTC du PRO, à l'acceptation par le CEA du dossier PRO et à la remise du dossier nécessaire à l'obtention de la déclaration préalable,
- DCE :
- 50 % du montant TTC du DCE, à la remise du dossier de consultation des entreprises,
 - 50 % du montant TTC du DCE, à l'acceptation par le CEA du dossier de consultation des entreprises,
- AMT :
- 40 % du montant TTC de l'AMT à la remise au CEA de l'ensemble des rapports de dépouillement des offres reçues des entreprises,
 - 60 % du montant TTC de l'AMT, après acceptation par le CEA de l'ensemble des rapports de dépouillement des offres reçues des entreprises.
- VISA :
- 30 % du montant TTC du VISA à la remise d'un document récapitulant l'ensemble des documents d'études, plans d'exécution et plans de synthèse à remettre par l'entreprise qui est présentée au visa du Titulaire,
 - 40 % du montant TTC du VISA, sur facturation mensuelle émise à terme échu, proportionnellement à l'avancement des VISA effectués depuis le début des études des entreprises de travaux.
 - 30 % du montant TTC du VISA à la remise du même document complété par les dates de visa du Titulaire sur l'ensemble des études, plans d'exécution et plans de synthèse remis par les entreprises,
- DET :
- 80 % du montant TTC du DET, sur facture mensuelle émise à terme échu, proportionnellement à l'avancement des travaux effectués depuis le début du chantier,
 - 20 % du montant TTC du DET à la réception par le CEA du projet de décompte final et après signature des Décomptes Généraux Définitifs de tous les intervenants,

- AOR :
- 30 % du montant TTC de l'AOR à l'issue des opérations préalables à la réception,
 - 20 % du montant TTC de l'AOR à la remise du dossier des ouvrages exécutés accepté par le CEA,
 - 30 % du montant TTC de l'AOR à la levée de la dernière réserve,
 - 20 % du montant TTC de l'AOR à l'achèvement de la garantie de parfaitement.

17.2 Echancier de facturation des missions complémentaires

Sur la base de la décomposition de la rémunération du Titulaire indiquée en annexe 3 du présent marché, la rémunération du Titulaire sera facturée conformément à l'échéancier suivant :

- SYN :
- 80 % du montant HT de la mission complémentaire SYN, et les taxes correspondantes, sur facture mensuelle émise à terme échu, proportionnellement à l'avancement des travaux effectués depuis le début du chantier,
 - 20 % du montant HT de la mission complémentaire SYN, et les taxes correspondantes, à la remise du dossier de synthèse accepté par le CEA.
- OPC :
- 20 % du montant TTC de la mission complémentaire OPC, après remise et acceptation par le CEA du planning prévisionnel des travaux et de l'analyse des plannings remis par les soumissionnaires lors de la consultation liée à l'attribution des marchés de travaux,
 - 60 % du montant TTC de la mission complémentaire OPC, sur facture mensuelle émise à terme échu, après l'ouverture du chantier, proportionnellement à l'avancement des travaux effectués depuis le début du chantier,
 - 20 % du montant TTC de la mission complémentaire OPC, à la levée de la dernière réserve.

- 17.3 Les prestations périodiques seront facturables à terme échu, les factures émises avant le terme seront réputées avoir été émises le jour suivant la date du terme.

17.4 Modalités et adresse de facturation

Conformément aux articles L. 2192-1 et suivants du Code de la Commande Publique, les factures doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire au titre du présent marché doit être conforme à la réglementation relative à la facturation électronique précisée notamment par l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facturation électronique et comporter en particulier les informations suivantes :

- le numéro SIRET du CEA : 775 685 019 00587 ;
- le code service : FAR-C ;
- le numéro de commande (n°4000.....).



Dans le cas d'un groupement momentané d'entreprise (GME), les factures peuvent être émises par le mandataire du GME, Titulaire de ce marché et / ou par son cotraitant. Dans tous les cas, les montants des factures devront être conformes à l'article MONTANT du marché et les factures devront être contre signées par le mandataire et son co-traitant. En aucun cas, la somme des montants facturés par le mandataire et son co-traitant ne pourra excéder le montant de l'échéance de facturation. Dans le cas contraire, les factures excédentaires seront rejetées et le CEA ne saurait être tenu pour responsable.

ARTICLE 18 - CONDITIONS DE PAIEMENT

Le délai de règlement des factures est de trente jours à compter de leur date de réception par le CEA, pour les factures respectant les conditions de facturation définies ci-avant.

CHAPITRE 4 – DELAIS - PENALITES

ARTICLE 19 - DELAIS - PLANNING GENERAL DE REALISATION

19.1 Délais d'exécution

La Réception de l'ouvrage est souhaitée au plus tard au mois d'octobre 2025.

Le Titulaire devra tenir compte dans son planning des délais du fait du CEA.

Pour les éléments de mission APS, APD, PRO et ACT/DCE, les points de départ des délais d'exécution sont fixés à la décision de réception de l'élément le précédent chronologiquement.

T0 étant la date de signature du marché, le tableau ci-après, précise, pour chaque document soumis à la validation du CEA, les dates de remise des documents ainsi que les délais d'examens du CEA ainsi que les délais d'approbation.

PHASES	Remise des documents au CEA	Délai d'examen du CEA	Délai de prise en compte des remarques par le Titulaire	Délai de validation par le CEA
APS	2 semaines	1 semaine	3 jours ouvrés	2 jours ouvrés
APD	2 semaines	1 semaine	1 semaine	1 semaine
PRO	4 semaines pour les autres travaux dont 2 semaines pour les Métalleries extérieures	1 semaine	1 semaine	3 jours ouvrés
PRO pour la partie DP	3 semaines	1 semaine		
DCE	2 semaines pour les autres travaux dont 1 semaine pour les Métalleries extérieures	1 semaine	1 semaine	3 jours ouvrés
Rapport d'analyse des offres (AMT)	2 semaines pour les autres travaux dont 1 semaine pour les Métalleries extérieures	1 semaine	1 semaine	1 semaine
VISA	2 semaines à compter de chaque remise de document d'exécution			

	par les entreprises au titulaire			
SYN	4 semaines après le démarrage des travaux	2 semaines	1 semaine	1 semaine
DET	Cf article 2.17 du CDC			
OPC				
AOR (Liste des réserves par lot)				

Le délai d'instruction des mémoires en réclamation présentés au plus tard lors de la présentation du projet de décompte final, est de 25 jours à compter de la réception par le Titulaire du mémoire en réclamation de l'entreprise de travaux.

19.2 Procédures à respecter pour l'étude des documents soumis à validation

19.2.1 Remise des documents au CEA :

Les documents sont transmis au CEA par le Titulaire par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou remis au CEA contre récépissé. La date de remise des documents est la date du récépissé ou la date figurant sur l'avis de réception.

19.2.2 Délais d'examens du CEA :

Le délai d'examen court à compter de la date de remise des documents déterminée dans les conditions ci-avant. Durant ce délai, le CEA examine les documents et effectue le cas échéant toutes remarques, commentaires ou observations, etc. réunis sous le vocable générique « remarques » dans les développements qui suivent), qu'il estime utile ou nécessaire de formuler sur tout ou partie de ces documents et les transmet au Titulaire par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au plus tard le dernier jour du délai convenu.

19.2.3 Délais de prise en compte des remarques effectuées par le CEA :

Le délai est décompté du jour de la date de réception par le Titulaire du courrier recommandé lui transmettant les « remarques » du CEA. Durant ce délai, il appartient au Titulaire :

- de prendre en compte l'ensemble des « remarques » effectuées par le CEA et d'adapter ou reprendre ses études en conséquence,
- d'adresser au CEA par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou de lui remettre contre récépissé, pour approbation, les études intégrant l'ensemble desdites « remarques » au plus tard le dernier jour du délai fixé conventionnellement.

En cas de désaccord du Titulaire sur tout ou partie des « remarques » formulées par le CEA, le Titulaire mettra à profit ce délai pour notifier l'ensemble de ses réserves au CEA, de manière explicite et motivée, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

19.2.4 Délais de validation par le CEA :

Ce délai court à compter de la réception par le CEA du courrier recommandé ou de la date de remise par le Titulaire des documents prenant en compte les « remarques » du CEA dans les conditions fixées précédemment.

Si tout ou partie des documents repris par le Titulaire appellent de la part du CEA de nouvelles « remarques » ou n'intègrent pas l'ensemble des « remarques », ceux-ci seront retournés au Titulaire selon les dispositions arrêtées ci-avant. Il appartiendra dès lors au Titulaire de reprendre ses études et de les transmettre au CEA dans les conditions stipulées ci-avant. Les délais de prise en compte des remarques et de validation resteront applicables jusqu'à ce que le CEA puisse procéder à leur validation.

La validation des études APS, APD, PRO et des DCE est notifiée au Titulaire par le CEA par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Le CEA doit être en mesure de notifier la validation desdites études aux dates fixées conventionnellement.

De convention expresse, en l'absence de notification par lettre recommandée avec avis de réception, les études doivent être considérées par le Titulaire comme n'ayant pas été approuvées par le CEA.

Dès lors qu'un document soumis à l'approbation du CEA est modifié ou complété, il doit de nouveau être transmis au CEA pour validation dans les conditions et délais précédemment indiqués.

19.3 Le planning de réalisation fait partie intégrante des Spécifications Techniques citées à l'article 2 du présent marché.

Le Titulaire devra tenir compte dans son planning des délais du CEA tels que définis en annexe 5.

Le Titulaire devra s'engager à respecter et à faire respecter par les prestataires de services, fournisseurs et entrepreneurs, le planning contractuel d'exécution des Travaux établi sous sa responsabilité à partir de sa proposition de planification entérinée par le maître d'ouvrage. Ce planning tiendra compte des délais que le Titulaire fixera au CEA, avec son accord, pour l'approbation ou la remise d'observations sur d'éventuels documents intermédiaires. Ces approbations intermédiaires ne peuvent pas, pour autant, différer ou décaler la date de remise des dossiers complets. Le Titulaire doit prendre toutes dispositions pour solliciter en temps utile toute décision lui permettant de remettre ses dossiers complets aux dates convenues.

Les étapes-clés suivantes seront tout particulièrement identifiées et représenteront des dates principales de contrôle de l'avancement, pouvant donner lieu, le cas échéant, à l'application des pénalités prévues à l'article « PENALITES POUR RETARD » du marché :

- validation de l'APS,
- validation de l'APD,
- validation du PRO,
- validation des DCE,
- validation des rapports de dépouillement des offres (AMT),
- validation du dossier de SYNTHESE,
- validation du DOE,
- respect de la date de réception.

19.4 Arrêt provisoire de la mission de maîtrise d'œuvre

Le CEA pourra interrompre provisoirement la mission du Titulaire, notamment en cas de non obtention de la déclaration préalable.

Le CEA s'engage à informer le Titulaire dans les meilleurs délais de tout arrêt provisoire de la mission de maîtrise d'œuvre. Le Titulaire sera informé de l'arrêt, par lettre recommandée avec avis de réception. La date d'arrêt sera fixée avec un préavis de 1 mois.

Si cette interruption est inférieure à un an, le Titulaire s'engage à reprendre l'exécution de sa mission de maîtrise d'œuvre dans les conditions du présent marché, sans demander d'indemnité compensatrice et dans le respect des délais de chaque phase du planning défini à l'article « DELAIS D'EXECUTION ». La reprise se fera après réception par le Titulaire de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la reprise. La date de reprise sera fixée par le CEA avec un préavis de 1 mois et les éventuelles modifications de planning ou toutes autres conséquences inhérentes à cette interruption seront fixées par voie d'avenant.

Si cette interruption est supérieure à un an, le Titulaire s'engage à reprendre l'exécution de sa mission. La reprise interviendra 1 mois après la réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant cette reprise. Le Titulaire pourra recevoir une indemnité dans la limite du préjudice certain et direct qu'il a subi et dont il doit faire la preuve.

De convention expresse entre les parties, il est admis que les délais nécessaires à l'obtention de la déclaration préalable définitive ne sont pas constitutifs d'une cause d'arrêt provisoire de la mission de maîtrise d'œuvre, objet de la présente clause.

ARTICLE 20 - PENALITES

20.1 Modalités d'application

Les pénalités applicables au présent marché et citées ci-dessous sont :

- toutes cumulables,
- applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires, facturées hors taxes directement par le CEA.

20.2 Pénalités pour retard

En cas de non-respect de l'une quelconque des étapes clés citées à l'article 19.3 supra ainsi que celles du planning prévisionnel de réalisation des travaux, le Titulaire sera redevable d'une pénalité de 1,5/1000 (UN ET DEMI POUR MILLE) du montant total hors taxes du marché par jour de calendrier de retard constaté à compter de la date contractuelle.

La pénalité de retard appliquée à une échéance intermédiaire est restituée au Titulaire en cas de respect de l'échéance finale de réception de l'ouvrage.

20.3 Pénalité pour absence ou retard aux réunions de chantier

L'absence non justifiée du Titulaire aux réunions de chantier sera redevable des pénalités fixées à l'article 22.3 des CGA cité à l'article 2 du présent marché.

20.4 Pénalités pour non-respect des obligations en matière de mise à disposition de moyens matériels, sécurité

Si le Titulaire ne respecte pas les prescriptions de l'article 18.2 et du chapitre 7 des CGA, cité à l'article 2 du présent marché celui-ci sera redevable d'une pénalité de 2 000 € HT hors taxes (DEUX MILLE EUROS HORS TAXES) par constat ou manquement.

20.5 Pénalités en cas de retard dans l'instruction des mémoires en réclamation

Le délai d'instruction des mémoires en réclamation présentés au plus tard lors de la présentation du projet de décompte final, est de 25 jours à compter de la réception par le Titulaire du mémoire en réclamation de l'entreprise.

Passé ce délai, le Titulaire est redevable d'une pénalité dont le montant est de 500,00 € HT par jour calendaire de retard.

20.6 Pénalités pour non-respect du coût de réalisation des travaux

Si le coût constaté des travaux, réajusté dans les conditions définies à l'article « COUT CONSTATE DES TRAVAUX », est supérieur au seuil de tolérance tel que déterminé à l'article « SEUIL DE TOLERANCE SUR LE COUT DE REALISATION DES TRAVAUX » ci-dessus, le Titulaire est passible d'une pénalité de 15 % (QUINZE POUR CENT) du montant de la rémunération correspondant aux éléments de mission postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

20.7 Plafond des pénalités

Les pénalités visées aux articles 20.2 à 20.5 sont plafonnées à 10% (DIX POUR CENT) du montant total HT du marché.

ARTICLE 21 - RESILIATION

21.1 Résiliation de plein droit

Pour tout défaut dans l'exécution d'une prestation ou absence de remise des documents relatifs aux assurances visés à l'article 29 infra à l'issue d'un éventuel délai de mise en demeure, non régularisé dans les huit (8) jours suivant la mise en demeure, le CEA pourra résilier le présent marché de plein droit sans préavis et sans autre formalité. La résiliation du présent marché sera effectuée dans les conditions de l'article 39 des CGA.

21.2 Le présent marché pourra être résilié, aux torts et aux frais et risques du Titulaire sans préavis et sans autre formalité dans les cas suivants :

- si le Titulaire ne pouvait mener les études (APS, APD, PRO) permettant la dévolution des marchés dans la limite de l'enveloppe financière prévisionnelle fixée à l'article « ENVELOPPE FINANCIERE PREVISIONNELLE »,
- si le Titulaire s'avérait incapable de concevoir un projet pouvant faire l'objet de marchés de travaux traités dans les limites du seuil de tolérance fixé à l'article « SEUIL DE TOLERANCE SUR LE COUT PREVISIONNEL DES TRAVAUX supra,

- si la non validation par le CEA de l'une quelconque des études de conception APS, APD, PRO ou encore des DCE du fait du Titulaire générerait un retard dans le planning contractuel fixé à l'article « DELAIS – PLANNING GENERAL DE REALISATION » du présent marché,
- si les autorités administratives ne délivraient pas les autorisations nécessaires ou si lesdites autorisations étaient assorties d'observations ou de demandes de modifications de nature à remettre en cause l'économie du projet.

La résiliation n'est pas exclusive des réclamations et recours que le CEA se réserve expressément de faire valoir dans le respect de ses droits et de ses intérêts.

21.3 Obligations du Titulaire en cas de résiliation

En cas de résiliation du présent marché, les clauses suivantes continueront à produire leurs effets :

- Article « Confidentialité ».
- Article « Propriété intellectuelle ».

CHAPITRE 5 – RECEPTION – GARANTIES – CLAUSES DIVERSES

ARTICLE 22 - SOUS-TRAITANCE

Les conditions de recours à la sous-traitance sont régies par les dispositions de l'article 7 des CGA.

Toute opération de sous-traitance, de premier rang ou de rang inférieur, qu'elle soit décidée avant le commencement des prestations ou en cours d'exécution, est soumise à l'accord préalable et écrit du CEA au moyen du formulaire prévu à cet effet.

ARTICLE 23 - HORAIRES DU CEA

23.1 Horaires d'ouverture-jours de fermeture

Les horaires d'ouverture du CEA Paris-Saclay sont de 7h30 à 20h00 sur le site de Fontenay-aux-Roses, du lundi au vendredi inclus en dehors des jours fériés et des jours programmés de fermeture décrétés par le CEA.

Pour l'**année 2024**, ces derniers sont les suivants :

- mardi 2 janvier,
- vendredi 10 mai,
- du lundi 12 au vendredi 16 août,
- du lundi 23 décembre au mardi 31 décembre.

Pour les années suivantes, les autres jours de fermeture seront communiqués au Titulaire, à sa demande, en début d'année.

23.2 Horaires de travail

Les horaires de travail du personnel du CEA sont de 8 h 30 à 17 h 10, du lundi au vendredi inclus en dehors des jours fériés et des jours programmés de fermeture décrétés par le CEA.

Si un travail doit s'effectuer ou se prolonger hors des horaires de travail du CEA, le responsable du Titulaire doit obtenir l'accord préalable de l'Officier de Sécurité et du Chef d'Installation.

ARTICLE 24 - PERSONNEL DU TITULAIRE

Les dispositions applicables au personnel du Titulaire sont décrites en annexe 5 au présent marché.

ARTICLE 25 - PROPRIETE INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle qui pourraient naître à l'occasion de l'exécution du présent marché sont régis par les dispositions de l'article 12 des CGA.

Chaque Partie demeure propriétaire de ses Connaissances Propres.

ARTICLE 26 - ACHEVEMENT DE LA MISSION - RECEPTION ET GARANTIE

26.1 Réception des études

Les prestations relatives à l'exécution des phases APS, APD, PRO feront l'objet d'une réception prononcée après acceptation, sans réserve par le CEA, des études et de l'ensemble des livrables associés, conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

La réception donnera lieu à l'établissement d'un procès-verbal signé contradictoirement par les Parties.

En cas de non conformités ou de non-exécution de tout ou partie des prestations, le CEA se laisse la possibilité d'opérer une réfaction du prix du marché. Dans cette hypothèse, le CEA notifie au Titulaire une proposition d'accepter en l'état les prestations pour un montant qu'il détermine. Le Titulaire dispose d'un délai de 15 jours ouvrés pour présenter ses observations ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la proposition du CEA. Si le Titulaire formule des observations, le CEA dispose d'un délai de 15 jours ouvrés pour notifier sa décision définitive.

26.2 Achèvement de la mission du Titulaire

La mission du Titulaire s'achèvera à la fin du délai de parfait achèvement ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période. Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission interviendra lors de la levée de la dernière réserve.

En cas de non conformités ou de non-exécution de tout ou partie des prestations, le CEA se laisse la possibilité d'opérer une réfaction du prix du marché. Dans cette hypothèse, le CEA notifie au Titulaire une proposition d'accepter en l'état les prestations pour un montant qu'il détermine. Le Titulaire dispose d'un délai de 15 jours ouvrés pour présenter ses observations ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la proposition du CEA. Si le Titulaire formule des observations, le CEA dispose d'un délai de 15 jours ouvrés pour notifier sa décision définitive.

26.3 Garantie

Pendant un délai de 12 mois à compter de la date de réception, le Titulaire s'engage à corriger l'erreur et/ou reprendre l'étude reconnue défectueuse à ses frais, sans préjudice de toute indemnité qui pourrait être allouée au CEA.

Le Titulaire ne pourra pas être tenu pour responsable des erreurs contenues dans les dossiers techniques de base remis par le CEA qu'il ne lui serait pas possible de déceler raisonnablement en tant qu'homme de l'Art tenu à une obligation générale de conseil et d'information du CEA.



Si le Titulaire ne respecte pas les obligations ci-dessus, le CEA se réserve le droit de faire corriger ou exécuter la prestation par un tiers, aux frais et risques du Titulaire, sans que ce dernier puisse opposer la confidentialité de ses résultats ou une limitation quelconque découlant de droits de propriété intellectuelle ou industrielle.

ARTICLE 27 - REFERENCES COMMERCIALES - COMMUNICATION

Si le Titulaire souhaite faire figurer le nom du CEA sur une liste de références, il devra en faire la demande écrite auprès du CEA et obtenir l'accord de ce dernier préalablement à toute diffusion.

ARTICLE 28 - ASSURANCES

Le Titulaire devra donc transmettre au CEA une attestation RCD qui devra impérativement :

- être spécifique au chantier (nom et adresse du chantier, nom et adresse du maître d'ouvrage, coût de l'opération, date de la DOC)
- être valable à la date de la Déclaration d'Ouverture de Chantier (DOC),
- préciser les missions ou activités garanties,
- indiquer l'abrogation de la règle proportionnelle d'indemnité,
- indiquer le montant de garantie indexé par sinistre, soit 3 M€ pour le marché de maîtrise d'œuvre, 6 M €.

Une fois que le CEA aura reçu toutes les attestations RCD conformes des constructeurs, le CEA leur transmettra une copie du CCRD mentionnant qu'ils sont bien couverts par ce contrat.

A défaut de fourniture des attestations visées ci-dessus et à l'article 38.1 des CGA dans les délais indiqués, le CEA sera en droit de pratiquer une retenue égale à 5 % du montant hors taxes du Marché, jusqu'à la fourniture des attestations ci-dessus définies.

En cas de défaut de fourniture de ces documents au-delà d'un délai de mise en demeure fixé par le CEA, ce dernier se réserve le droit de résilier le présent marché aux torts du Titulaire, conformément aux dispositions de l'article 39 des CGA.

Fait à Saclay,

Pour le CEA, le :

Signature :

Pour le Titulaire, le :

Signature :

ANNEXE 1 – CONTENU DE LA MISSION DU TITULAIRE

Les éléments de mission sont définis dans la présente annexe ainsi qu'à l'article 3 du présent marché. Des précisions complémentaires contractuelles et les documents à remettre pour chaque élément de mission sont apportées dans le cahier des charges du Maître d'œuvre et le dossier de site, cités à l'article 2 du présent marché.

1 – PHASES D'ETUDES

1.1 Les études d'Avant-Projet (AVP)

Les études d'avant-projet, fondées sur le Programme établi par le CEA, comprennent a minima les éléments de mission suivants :

1.1.1 Les études d'Avant-Projet Sommaire (APS), qui ont pour objet de :

- préciser la composition générale en plan, en volume,
- vérifier la compatibilité de la solution retenue avec les contraintes du Programme et du site ainsi qu'avec les différentes réglementations, notamment celles relatives à l'hygiène et à la sécurité,
- contrôler les relations fonctionnelles des éléments du Programme et leurs surfaces,
- apprécier les volumes intérieurs et l'aspect extérieur de l'ouvrage ainsi que les intentions de traitement des surfaces d'accompagnement,
- proposer les dispositions techniques pouvant être envisagées ainsi qu'éventuellement les performances techniques à atteindre,
- préciser un calendrier de réalisation et le découpage en tranches fonctionnelles,
- établir une estimation provisoire du coût prévisionnel des travaux.

L'élément de mission APS sera réputé achevé une fois le dossier approuvé par le CEA dans les conditions fixées par le présent marché.

1.1.2 Les études d'Avant-Projet Définitif (APD), fondées sur l'avant-projet sommaire approuvé par le CEA et qui ont pour objet de :

- permettre d'arrêter toutes les options techniques,
- vérifier le respect des différentes réglementations, notamment celles relatives à l'hygiène et à la sécurité,
- déterminer les surfaces détaillées de tous les éléments du Programme,
- arrêter en plans, coupes et façades les dimensions de l'ouvrage ainsi que son aspect,
- définir les principes constructifs, de fondation et de structure ainsi que leur dimensionnement indicatif,
- définir les matériaux,
- justifier les solutions techniques retenues, notamment en ce qui concerne les installations techniques,

- permettre au CEA d'arrêter définitivement le Programme et certains choix d'équipements en fonction de l'estimation des coûts d'investissement, d'exploitation et de maintenance,
- établir l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux, décomposés en lots séparés,
- arrêter le forfait de rémunération dans les conditions prévues par le contrat de maîtrise d'œuvre.

Les études d'avant-projet comprennent également l'établissement des dossiers et les consultations relevant de la compétence de la maîtrise d'œuvre

L'élément de mission APD sera réputé achevé une fois le dossier approuvé par le CEA dans les conditions fixées par le présent marché.

1.2 Les études de projet (PRO)

Les études de projet fondées sur le Programme arrêté et les études d'avant-projet approuvées par le CEA ainsi que sur les prescriptions de celui-ci, découlant éventuellement de la déclaration préalable et autres autorisations administratives, définissent la conception générale de l'ouvrage.

a) Les études de projet ont pour objet de :

- préciser par des plans, coupes et élévations, les formes des différents éléments de la construction, la nature et les caractéristiques des matériaux et les conditions de leur mise en œuvre ;
- déterminer l'implantation et l'encombrement de tous les éléments de structure et de tous les équipements techniques ;
- préciser les tracés des alimentations et évacuations de tous les fluides et, en fonction du mode de dévolution des travaux, coordonner les informations et contraintes nécessaires à l'organisation spatiale des ouvrages ;
- décrire les ouvrages et établir les plans de repérage nécessaires à la compréhension du projet ;
- établir un coût prévisionnel des travaux décomposés par corps d'état, sur la base d'un avant métré ;
- permettre au maître de l'ouvrage, au regard de cette évaluation, d'arrêter le coût prévisionnel de l'ouvrage et, par ailleurs, d'estimer les coûts de son exploitation ;
- déterminer le délai global de réalisation de l'ouvrage.

b) En outre, lorsqu'après mise en concurrence, sur la base des études de projet, une variante minimale respectant les conditions stipulées dans le dossier de consultation a été proposée par le ou les entrepreneurs et acceptée par le maître de l'ouvrage, les études de projet doivent être complétées pour :

- assurer la cohérence de toutes les dispositions avec les avant-projets ainsi qu'avec les dispositions découlant, le cas échéant, d'une déclaration préalable modifiée ;
- établir la synthèse des plans et spécifications émanant d'une part de l'avant-projet définitif établi par le maître d'œuvre et d'autre part des propositions de l'entrepreneur.

L'élément de mission PRO sera réputé achevé une fois le dossier approuvé par le CEA dans les conditions fixées par le présent marché.

1.4 L'assistance apportée au CEA pour la passation du ou des marchés de travaux (AMT), sur la base des études de PROJET qu'il a approuvées, a pour objet, pour chacun des lots techniques, de :

1.4.1 Assister le CEA lors de l'élaboration des AAPC puis lors de l'analyse des candidatures

Dans le cas où le CEA procéderait à un appel public à la concurrence, le Titulaire devra :

- élaborer le texte de présentation technique du projet d'AAPC,
- proposer au CEA les critères de sélection relatifs à la capacité professionnelle des candidats,
- procéder à l'analyse des dossiers des candidats selon les critères de sélection ci-dessus ayant recueilli l'accord du CEA.

1.4.2 Assister le CEA dans la constitution des dossiers de consultation

1.4.2.1 La consultation des entreprises doit être préparée de manière telle que celles-ci puissent présenter leurs offres en toute connaissance de cause, sur la base d'un dossier constitué des pièces administratives et techniques prévues au marché, ainsi que des pièces élaborées par le Titulaire, correspondant à l'étape de la conception choisie par le CEA pour cette consultation (PRO).

Les pièces administratives (règlement de consultation et projet de marché) sont élaborées et rédigées par le CEA. Toutes les autres pièces sont à la charge du Titulaire (cahier des charges, tableau de décomposition du prix, ...).

1.4.2.2 Le Titulaire propose au CEA une liste des Entreprises à consulter pour chaque marché de travaux ou de fournitures. En cas de publication d'un avis d'appel public à la concurrence (AAPC), cette liste prend en compte les résultats obtenus.

Le Titulaire s'assure que les entreprises consultées sont qualifiées pour réaliser les prestations, et en particulier, qu'elles disposent d'une organisation qualité conforme aux exigences requises.

Les éventuels audits qualité auprès des entreprises sont à la charge du CEA.

1.4.2.3 Le Titulaire adresse au CEA le dossier complet pour approbation avant l'envoi de la consultation et dans les délais impartis par le planning cité à l'article 2 du présent marché.

L'approbation du dossier de consultation par le CEA fait l'objet d'un courrier écrit émanant du CEA avant le lancement de la consultation.

Le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) sera établi Tout Corps d'Etat (TCE) et adressé à chaque candidat.

Une fois la liste définitive arrêtée, le CEA se charge de l'envoi des dossiers de consultation des entreprises.

Au cours de la consultation, le Titulaire fournit tous les renseignements techniques aux soumissionnaires et organise les visites nécessaires. Le Titulaire informe le CEA avant chaque visite. Le Titulaire se reportera au dossier de site pour connaître précisément l'étendue de ses obligations.

Durant la consultation, il est fait obligation au Titulaire de communiquer au CEA, automatiquement et par écrit, tous renseignements complémentaires à fournir aux entreprises consultées. Le CEA s'engage à transmettre ces renseignements à toutes les entreprises consultées.

1.4.3 Analyser les offres

1.4.3.1 Après ouverture des plis, les offres seront remises au Titulaire afin qu'il procède à l'analyse économique et technique de celles-ci.

1.4.3.2 Après vérification de la conformité des offres aux documents de la consultation (absence d'omissions, d'erreurs ou de contradictions), le Titulaire établira un premier rapport comparatif des offres. Ce rapport sera structuré conformément à un modèle qui sera transmis par le CEA. Il

proposera l'offre susceptible d'être retenue et sera remis au CEA dans les délais indiqués au planning précité. Il indiquera pour chacune des offres et pour chacun des lots :

- l'analyse des méthodes ou solutions techniques et s'il y a lieu des variantes, les réserves éventuelles qu'elles appellent,
- les imprécisions, erreurs, omissions ou contradictions normalement décelables par un homme de l'art, relevées notamment dans les offres techniques et les décompositions des prix forfaitaires ou sous-détails de prix unitaires,
- les modifications techniques et administratives ayant entraîné une modification de la proposition commerciale,
- les entreprises proposées, avec lesquelles la mise au point des offres est poursuivie,
- une 1^{ère} liste des questions complémentaires, à adresser à ces entreprises,
- le cas échéant, les entreprises dont la proposition ne serait pas jugée compatible par le Titulaire avec son engagement de respect du coût prévisionnel des travaux et/ou des délais.

La partie financière de l'analyse comporte une comparaison des offres entre elles et avec le coût de référence des travaux.

Le rapport est exposé au CEA lors d'une réunion organisée par le Titulaire. Au cours de celle-ci, le CEA approuve avec le Titulaire les contacts éventuels à prendre avec les entreprises pour obtenir tous renseignements complémentaires jugés nécessaires, voire décide d'une(es) nouvelle(s) consultation(s) si le coût de référence des travaux est supérieur au seuil de tolérance fixé.

Le CEA communique aux entreprises concernées les renseignements complémentaires mis en forme par le Titulaire.

1.4.4 Remettre un rapport définitif étayé et conseiller le CEA dans le choix des Titulaires

Après analyse finale des offres et examen du premier rapport par le CEA, le Titulaire remet son rapport définitif, reprenant les conclusions principales du premier rapport et mentionnant :

- la proposition de choix définitif de l'entreprise.

Le CEA arrête le choix de l'entreprise sur la base du rapport définitif et rédige le marché.

Le CEA a la charge de :

- présenter, si nécessaire, le marché à la Commission Consultative des Marchés du CEA suivant la date de remise du dossier par le Titulaire,
- le notifier à l'entreprise,
- transmettre au Titulaire une copie du marché signé par les parties.

Le Titulaire doit, en toutes circonstances et quelle que soit la date, respecter le caractère secret de la liste des Entreprises consultées, des prix consentis par les Entreprises retenues, de l'ordre de classement et des motifs du choix du CEA. Les prix ne doivent, en aucun cas, être communiqués aux autres concurrents.

2 – PHASE TRAVAUX

2.1 L'examen de la conformité au projet des études d'exécution faites partiellement ou intégralement par les entreprises ainsi que leur **visa par le Titulaire (VISA)**, ont pour objet d'assurer au CEA que les documents établis par les entreprises respectent les dispositions du projet établi par le Titulaire. Dans ce cas, le maître d'œuvre leur délivre son VISA.

2.2 La direction de l'exécution du ou des contrats de travaux (DET), qui a pour objet de :

- s'assurer que les documents d'exécution ainsi que les fabrications en cours de réalisation respectent les études effectuées,
- s'assurer que les documents à produire par le ou les entreprises en application du ou des contrats de travaux, sont conformes aux dits contrats et ne comportent ni erreur, ni omission, ni contradiction, normalement décelables par un homme de l'art,
- s'assurer que l'exécution des travaux est conforme aux prescriptions du ou des contrats de travaux,
- s'assurer de la prise en compte par les entreprises des observations éventuelles formulées par le bureau de contrôle et acceptées par le maître d'ouvrage,
- délivrer tous ordres de service et établir tous procès-verbaux nécessaires à l'exécution du ou des contrats de travaux ainsi que procéder aux constats contradictoires, organiser et diriger les réunions de chantier, établir les procès-verbaux et les notifier aux participants,
- informer systématiquement le CEA sur l'état d'avancement et de prévision des travaux et dépenses, avec indication des évolutions notables,
- vérifier les projets de décomptes mensuels présentés par le ou les entreprises, établir les états d'acomptes, vérifier le projet de décompte final établi par l'entreprise, établir le décompte général,
- donner un avis au CEA sur les réserves éventuellement formulées par l'entreprise en cours d'exécution des travaux et sur le décompte général ; assister le CEA en cas de litige sur l'exécution ou le règlement des travaux, ainsi qu'instruire les mémoires en réclamation de ou des entreprises.

2.3 L'assistance apportée au CEA lors des opérations de réception (AOR) ainsi que pendant les périodes de garantie de Parfait Achèvement et de garantie de bon fonctionnement de deux ans (éléments d'équipement du bâtiment), a pour objet :

- d'organiser les opérations préalables à la réception des travaux et notamment définir les programmes d'essais qui seront validés par le CEA.

Ces programmes d'essais seront organisés conformément aux exigences assurance qualité du CEA et au référentiel d'assurance qualité du Titulaire. Ils seront soumis à l'accord préalable du CEA et définiront notamment les performances à atteindre, les conditions et le contenu des essais, les moyens humains et matériels nécessaires, les modalités d'habilitation des opérateurs et des contrôleurs ainsi que les mesures de sécurité prises vis à vis des personnes, de l'environnement et des matériels. Ils fixeront aussi le formalisme de présentation des résultats.

- De vérifier et analyser les dossiers de réception et d'essais lot par lot pour chaque entreprise,
- De procéder à la réception des travaux :
 - constater les ouvrages exécutés,
 - constater les éventuelles inexécutions et/ou imperfections ou malfaçons,
 - constater le repliement des installations de chantier et la remise en état des lieux,

- après la réception des ouvrages, le Titulaire doit assumer pleinement les obligations dont il a la charge durant toute l'année de parfait achèvement et en particulier durant la période de levée des réserves au cours de laquelle il devra prendre toutes les dispositions pour assurer la levée dans les délais impartis,
- de procéder à l'examen des désordres signalés par le CEA,
- de constituer le dossier des ouvrages exécutés (DOE) nécessaire à l'exploitation de l'ouvrage, à partir des plans conformes à l'exécution remis par l'entreprise, des plans de récolement ainsi que des notices de fonctionnement et des prescriptions de maintenance des fournisseurs d'éléments d'équipement mis en œuvre. Les exigences du CEA concernant le contenu du DOE sont détaillées dans le §3.3 du cahier des charges.

3 – MISSION SYN

De façon générale, le maître d'œuvre aura à sa charge la réalisation des études de synthèse.

Les documents pour l'exécution des installations sont établis par les entreprises Titulaires des lots techniques, y compris ceux dont le Maître d'œuvre n'aura pas la charge (entreprise titulaire du marché relatif aux études et aux travaux de réalisation de la salle blanche et ceux gérés directement par le CEA).

Cette mission consiste à assurer pendant la phase d'études d'exécution la cohérence spatiale et fonctionnelle des éléments de l'installation de tous les corps d'état, dans le respect des dispositions techniques, d'exploitation et de maintenance du projet et se traduisant par les plans de synthèse qui représentent, au niveau du détail d'exécution, sur un même support, l'implantation des éléments d'ouvrage, des équipements et des installations

4 – Mission d'Ordonnancement, Coordination et Pilotage du chantier (OPC), qui ont pour objet

- L'ordonnancement et la planification :
 - analyser les tâches élémentaires portant sur les études d'exécution et les travaux,
 - déterminer leurs enchaînements ainsi que leur chemin critique, par des documents graphiques,
 - proposer des mesures visant au respect des délais d'exécution des travaux et une répartition appropriée des éventuelles pénalités.
- La coordination :
 - harmoniser dans le temps et dans l'espace les actions des différents intervenants au stade des travaux,
 - le cas échéant, de présider le collège inter-entreprises d'hygiène et de sécurité.
- Le pilotage :
 - dans le cadre de sa seule mission complémentaire d'OPC, le Titulaire s'engage à être présent sur le site au minimum deux fois par semaines,
 - mettre en application, au stade des travaux et jusqu'à la levée des réserves dans les délais impartis dans le ou les contrats de travaux, les diverses mesures d'organisation arrêtées au titre de l'ordonnancement et de la coordination.

**ANNEXE 2 - FICHE DE MODIFICATION**

N° de Fiche : Indice :

Fiche créée le :

N° marché : Fournisseur :

Objet du marché :

Origine de la modification :

CONCEPTION ¹☐

FAITS IMPREVISIBLES

☐

AUTRES MOTIFS

☐

MODIFICATION BESOIN (demande CEA)

☐

NATURE DE LA MODIFICATION DEMANDEE :

.....

.....

.....

COUT DE LA MODIFICATION ² :

.....

.....

.....

TOTAL :

INCIDENCE SUR LE COUT DES TRAVAUX :

.....

.....

INCIDENCE SUR LE PLANNING GLOBAL :

.....

APPROBATION DE LA FICHE DE MODIFICATION (cette fiche n'est validée que si elle est signée des 3 parties)

	CEA	MAITRE D'OEUVRE	TITULAIRE
NOM			
DATE			
SIGNATURE			

Les travaux, objet de la fiche de modification, ne pourront être facturés qu'après signature d'un avenant au marché.

¹ Les modifications sont de la responsabilité du maître d'œuvre.² Joindre la décomposition détaillée des coûts selon les éléments de prix figurant dans l'offre initiale du fournisseur et tous les justificatifs.

ANNEXE 3 - DECOMPOSITION DE LA REMUNERATION DU TITULAIRE

Taux de la mission de base :

Taux indicatif de référence :

Coefficient de complexité retenu :

Taux de rémunération global :

Détail de la répartition de la rémunération par éléments de mission de base:

Mission de base	Répartition du % de rémunération	Montant en € HT par cotraitant					Total général en € HT
		Mandataire	Cotraitant n°1	Cotraitant n°2	Cotraitant n°3	Cotraitant n°x	
APS							
APD							
PRO							
DCE							
AMT							
Sous-total phase études							
VISA							
DET							
AOR							
Sous-total phase travaux							
TOTAL GENERAL MISSION DE BASE							

Détail de la répartition de la rémunération par éléments de missions complémentaires :

Missions complémentaires	Montant en € HT par cotraitant					Total général en € HT
	Mandataire	Cotraitant n°1	Cotraitant n°2	Cotraitant n°3	Cotraitant n°x	
SYN						
OPC						
TOTAL GENERAL MISSIONS COMPLEMENTAIRES						

ANNEXE 4 – DECOMPOSITION DES TAUX HORAIRES PAR QUALIFICATION

Détail des qualifications par ressources			
		Détail du métier correspondant à la ressource	taux horaire (€/h)
Mandataire Nom : -----	Ressource 1		
	Ressource 2		
	Ressource 3		
Co traitant 1 Nom : -----	Ressource 1		
	Ressource 2		
	Ressource 3		
Co traitant 2 Nom : -----	Ressource 1		
	Ressource 2		
	Ressource 3		
Co traitant 3 Nom : -----	Ressource 1		
	Ressource 2		
	Ressource 3		
Co traitant n°X Nom : -----	Ressource 1		
	Ressource 2		
	Ressource 3		

ANNEXE 5 - PERSONNEL DU TITULAIRE

1. Obligations générales du Titulaire quant à son personnel

Le Titulaire est tenu de respecter et de faire respecter par son personnel, affecté à l'exécution des prestations, objet du présent marché, les règlements en vigueur dans le Centre où elles sont exécutées, notamment en ce qui concerne l'accès, la discipline, les mesures de sécurité, la surveillance médicale.

Le Titulaire se conforme notamment :

- aux instructions générales de sécurité classique applicables aux entreprises extérieures travaillant sur le site où sont exécutées les prestations,
- au Code du travail et en particulier aux dispositions relatives aux travaux réalisés dans un établissement par une entreprise extérieure (art L4511-1, art R4511-1 et suivants),
- aux règlements édictés par le Centre ou l'établissement CEA concerné en matière de discipline, d'hygiène et de sécurité,

Il est précisé que l'accès au Centre de personnel âgé de moins de 18 ans requiert l'accord de la Direction du Centre pour Saclay et de son délégataire pour Fontenay-aux-Roses.

2. Habilitation - Certification

Le Titulaire s'engage à fournir à la Direction du CEA Paris-Saclay, préalablement à l'exécution du présent marché, les certificats et les habilitations requis pour tous ses employés amenés à intervenir sur le site du CEA Paris-Saclay (travaux d'ordre électrique, conduite des appareils de levage et des engins de manutention, etc...) et signaler toute modification intervenant en cours d'année. Le CEA décline toute responsabilité délictuelle à l'occasion de dommages causés par les employés du Titulaire dépourvus d'habilitation.

3. Accès au Centre

3.1 *Demande d'accès (Laissez-Passer Entreprise Extérieure Prestataire)*

L'accès du personnel du Titulaire est subordonné à la remise d'une demande d'autorisation d'accès aux centres du CEA (DAASC) accompagnée de l'ensemble des pièces justificatives en format original et à l'obtention d'un avis de sécurité.

En conséquence, pour toute arrivée de personnel et quel que soit le statut contractuel de l'employé (CDI, CDD, intérimaire), le Titulaire doit procéder aux démarches mentionnées ci-dessous dans les délais suivants :

- 4 semaines avant l'entrée en vigueur du marché pour le personnel de l'Union Européenne (U.E.),
- trois mois avant l'entrée en vigueur du marché pour le personnel hors Union Européenne (U.E.).

3.2 *Liste des employés du Titulaire*

Dans les délais visés au 3.1 ci-dessus, le Titulaire transmet au Chef d'installation le formulaire de DAASC dûment complété pour chaque employé et confirme au Chef d'installation la liste des

employés chargés de l'exécution des prestations pour l'établissement des fiches professionnelles nominatives (FPN).

Le Titulaire fait connaître au CEA les nom, prénom, date et lieu de naissance, nationalité et qualification des employés qu'il affectera à l'exécution des travaux faisant l'objet du présent marché.

En cas d'utilisation par le Titulaire, ou ses sous-traitants, de personnel intérimaire dans le cadre de l'exécution du présent marché, le Titulaire s'engage à présenter au Chef d'installation, en complément des éléments ci-dessus, le marché d'intérim de chaque employé.

La liste du personnel ainsi communiquée au CEA pour autorisation d'accès sera établie de telle sorte qu'un nombre suffisant d'employés soient munis de l'autorisation d'accès afin que le Titulaire puisse faire face à ses obligations.

Le Titulaire s'engage à n'utiliser que le personnel ainsi autorisé, et à retirer, sans délai, tout employé dont l'autorisation est refusée ou annulée par le CEA sans qu'elle puisse arguer de ce fait pour excuser quelque défaillance que ce soit dans ses obligations.

Délivrance du badge d'accès

Dans les délais visés au 3.1 ci-dessus, le personnel du Titulaire devra se présenter à l'accueil des entreprises à la Porte Nord (U.A. : Unité d'Accueil) muni des pièces suivantes :

Pour le personnel de l'Union Européenne :

- le formulaire CEA de Demande d'Accès (DAASC) dûment complété (le Titulaire doit gérer les échéances et les demandes de renouvellement éventuel des DAASC)
- une pièce d'identité en cours de validité (carte d'identité, passeport ou carte de séjour);
- l'attestation d'aptitude médicale aux nuisances définies sur la fiche de poste délivrée par le Service Médical du Titulaire, en cours de validité correspondant au classement radiologique.

Pour le personnel hors Union Européenne :

- le formulaire CEA de Demande d'Accès (DAASC) dûment complété (le Titulaire doit gérer les échéances et les demandes de renouvellement éventuel des DAASC) accompagné d'une photographie;
- le titre de séjour,
- l'original du certificat d'aptitude médicale aux nuisances définies sur la fiche de poste délivré par le Service Médical du Titulaire, en cours de validité.

Conformément à l'article 6 du règlement intérieur, le badge d'accès est strictement personnel et doit être restitué lors du départ.

3.3 *Retrait du droit d'accès et de personnel du Titulaire*

Le CEA se réserve le droit à tout moment de retirer le droit d'accès d'un employé du Titulaire, auquel cas, il notifiera sa décision au Titulaire, sans préavis, sans que ce dernier puisse arguer de ce fait en cas d'inexécution ou de mauvaise exécution totale ou partielle de ses obligations prévues au marché.

Le Titulaire devra avertir le CEA 15 jours à l'avance, avant tout retrait d'un des employés normalement affecté à l'exécution du marché.

Tout retrait du personnel du Titulaire doit s'accompagner de la restitution du badge d'accès (sauf s'il y a d'autres accès pour d'autres marchés au même moment sur le même centre).

Ce préavis a pour but de permettre au CEA de mettre en œuvre ses procédures internes, conformément à la convention du travail.

4. Traitement des données personnelles des salariés du Titulaire

Toutes données personnelles des employés du Titulaire collectées, détenues ou autrement traitées par le CEA dans le cadre du présent marché respecteront la législation applicable en matière de protection des données, en ce compris mais sans s'y limiter, le Règlement Général sur la Protection des Données (Règlement EU 2016/679) (le « RGPD »). En conséquence, le CEA aura en charge de :

- mettre en place les mesures technologiques et organisationnelles nécessaires pour s'assurer de la protection des données collectées et le cas échéant traitées dans le cadre du présent marché,
- traiter les données personnelles comme des informations confidentielles appartenant au Titulaire et uniquement traiter lesdites données pour permettre l'entrée du personnel du Titulaire sur le site du CEA et, si nécessaire, délivrer les badges d'accès, gérer les droits d'accès aux installations et éventuellement aux moyens informatiques et techniques auxquels ils devront accéder, vérifier les titres, permis et habilitations nécessaires à leur activité sur ce site, et faire réaliser l'enquête administrative destinée à vérifier qu'aucun fait les concernant n'est incompatible avec l'accès envisagé sur le site,
- s'assurer que toutes personnes autorisées à accéder aux données personnelles sont soumises à une obligation de confidentialité et bénéficient d'une formation adéquate pour se conformer à cette obligation,
- et conserver une traçabilité du traitement des données en conformité avec l'article 30 du RGPD.

5. Inspection commune préalable (ICP)

Conformément aux dispositions de l'article R. 4512-2 du Code du travail, une Inspection commune préalable sera organisée préalablement avant l'ouverture du chantier dans les conditions fixées à l'article 14.1 des CGA.

Cette réunion servira en particulier à élaborer un Plan de Prévention.

6. Suivi médical

Le Titulaire et ses sous-traitants sont tenus de prendre en charge le suivi individuel de l'état de santé de leurs travailleurs auprès d'un service de santé au travail agréé.

Le médecin du travail du CEA assure, pour le compte du Titulaire et de ses Sous-traitants, la réalisation des examens complémentaires rendus nécessaires par la nature et la durée des travaux réalisés au CEA par les travailleurs du Titulaire et de ses Sous-traitants. Les résultats sont communiqués aux médecins du travail du Titulaire et de ses Sous-traitants, notamment en vue de la détermination de l'aptitude médicale des travailleurs intéressés.

Le Titulaire s'engage alors :

- à prendre rendez-vous avec le SST (secrétariat des Entreprises Extérieures) avant l'exécution des prestations afin que les examens complémentaires et/ou qu'une visite médicale précise l'absence de contre-indication au Poste de Travail,
- à faire passer les examens complémentaires prescrits par le SST pour son personnel et le personnel de ses sous-traitants (les frais de ces examens complémentaires étant pris en charge par le CEA),
- à exiger de son personnel qu'il se présente au SST le premier jour de démarrage des prestations (ou le premier jour de reprise lorsqu'il y a eu interruption de chantier) afin d'effectuer un point zéro et quelques jours avant la fin des dites prestations, afin qu'un point de fin de chantier soit effectué selon les prescriptions du SST,
- à fournir au SST la liste de ses travailleurs présents sur le chantier et à signaler au SST chaque arrivée ou départ de personnel.

Dans le cas où le service de santé au travail du Titulaire ou de ses Sous-traitants, ou celui auquel ils adhèrent, ne dispose pas de l'habilitation lui permettant d'assurer la surveillance médicale de ses travailleurs intervenant au CEA/Paris-Saclay, la surveillance médicale de ces travailleurs est exercée par le service de santé au travail du CEA. Les modalités de cette surveillance sont précisées par un accord écrit conclu entre le CEA et le Titulaire ou chacun de ses Sous-traitants. Les frais afférents sont à la charge du Titulaire.

En outre, lorsque le Titulaire ou ses sous-traitants interviennent régulièrement en tant qu'Entreprise Extérieure dans un centre du CEA, une convention conclue entre le CEA et le Titulaire ou chacun de ses sous-traitants peut prévoir que le service de santé au travail du centre concerné assure la surveillance médicale de leurs travailleurs intervenants.